

Implications de l'évolution de l'économie mondiale pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale

La croissance mondiale devrait ralentir à 3,3 % cette année, avant de connaître une reprise précaire en 2020 (voir les *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2019). Les perspectives s'étant détériorées au cours de l'année dernière, les prévisions pour 2019 sont inférieures de plus de 0,5 point de pourcentage à celles établies il y a un an. Même si l'ampleur du ralentissement prévu est globalement similaire à l'échelle mondiale, ses facteurs sont variés et diffèrent en fonction des pays (voir tableau). En Europe, la perturbation de la production automobile en Allemagne, les inquiétudes budgétaires, les mouvements de protestation et l'incertitude autour du Brexit assombrissent l'horizon. En Chine, la croissance est freinée par des tensions commerciales et le resserrement réglementaire qui est nécessaire pour contenir le système bancaire parallèle. En Russie, la baisse des prix du pétrole et les incertitudes liées aux sanctions vont probablement réduire la croissance future.

	Croissance du PIB réel, 2018–24			
	2018	2019	2020	2021–2024
Monde	3,6	3,3	3,6	3,6
Zone euro	1,8	1,3	1,5	1,4
États-Unis	2,9	2,3	1,9	1,6
Chine	6,6	6,3	6,1	5,7
Russie	2,3	1,6	1,7	1,6
MOANAP	1,8	1,5	3,2	2,8
Exportateurs de pétrole MOANAP	0,6	0,4	2,8	2,0
<i>dont : croissance du PIB non pétrolier</i>	1,2	2,1	2,9	2,6
Importateurs de pétrole MOANAP	4,2	3,6	4,0	4,3
CAC	4,2	4,1	4,1	4,3
Exportateurs de pétrole et de gaz CAC	4,1	4,0	4,1	4,3
<i>dont croissance du PIB non pétrolier</i>	3,9	3,9	3,9	4,1
Importateurs de pétrole et de gaz CAC	5,1	4,5	4,5	4,5

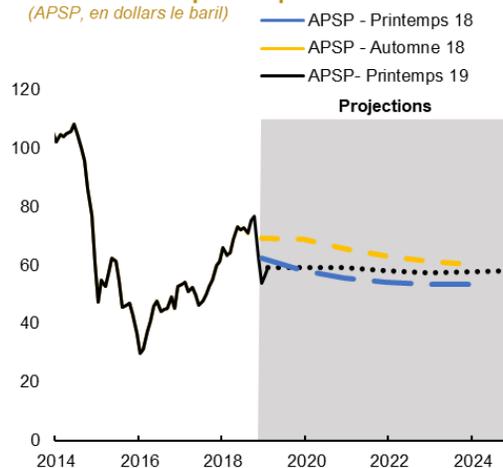
Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

L'affaiblissement de la demande extérieure, particulièrement en provenance des principaux partenaires commerciaux (Chine, Europe et Russie), constitue un défi majeur pour les pays de la région Moyen-Orient et Asie centrale. Le récent **déclin des prix du pétrole** aura également un impact négatif sur les pays exportateurs de pétrole. En octobre, les prix ont atteint un pic, à plus de 80 dollars le baril. Les perturbations de l'offre en Iran, en Libye et au Venezuela laissaient présager de nouvelles hausses. Depuis, les prix ont fortement chuté sous l'effet du tassement de la croissance mondiale, de la forte production des États-Unis et de levées de sanctions temporaires pour certaines exportations de pétrole iraniennes. Les prix sont ainsi tombés jusqu'à 50 dollars le baril en janvier, même s'ils se sont récemment repris pour approcher 65 dollars (voir graphique). En même temps, les prix du pétrole sont devenus plus volatils.

Les perspectives sur le très long terme restent globalement inchangées, mais les prix du pétrole devraient rester inférieurs aux prévisions de l'automne pendant plusieurs années. L'impact sur la production et les finances

Évolution des prix du pétrole

(APSP, en dollars le baril)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

Note : APSP = *average petroleum spot price*. L'APSP est la moyenne des prix du pétrole brut Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate.

publiques constitue un autre problème commun aux pays de la région, en particulier certains exportateurs de pétrole (Algérie, Bahreïn, Oman).

Les perspectives pour les pays de la région sont assombries par le niveau d'incertitude élevé.

L'exposition aux risques extérieurs constitue l'une des sources de cette incertitude, et un troisième thème qui est exploré dans les chapitres suivants.

- *Les tensions commerciales* entre les États-Unis et la Chine pourraient aussi bien s'inscrire dans la durée que trouver une issue rapide (voir les *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2019). Qu'un accord commercial à court terme soit passé ou pas, les différends actuels sur les thèmes du commerce et de la sécurité vont probablement continuer de peser sur les perspectives de la région par la voie de perturbations de la chaîne d'approvisionnement et d'une réduction de l'investissement.
- *La forte volatilité des prix du pétrole* pourrait persister dans un contexte mondial marqué par l'incertitude (voir chapitre 1). Elle va peser sur les soldes budgétaires et extérieurs des pays exportateurs de pétrole. Les pays importateurs de pétrole pourraient également être touchés, sous l'effet d'une montée de l'incertitude régionale, ainsi que d'une baisse et d'une plus grande variabilité des envois de fonds (Arménie, Tadjikistan).
- *Les conditions financières mondiales* se sont assouplies ces derniers temps, mais elles devraient rester volatiles, et l'attitude du marché pourrait changer brutalement (voir le Rapport sur la stabilité financière dans le monde (*Global Financial Stability Report*) d'avril 2019). Si cela se produit, les écarts de taux d'intérêt pourraient augmenter fortement, exposant certains pays à des risques d'augmentation de la charge des intérêts (Bahreïn, Égypte, Liban), de réévaluation de la dette extérieure (République kirghize, Tadjikistan) et de tensions dans le secteur financier (Azerbaïdjan, Kazakhstan, République kirghize).
- *Les risques géopolitiques* sont élevés. Plusieurs pays de la région se trouvent en situation de conflit ou viennent d'en sortir. De plus, les incidences et le rythme d'événements géopolitiques majeurs, notamment les tensions entre l'Inde et le Pakistan, les grandes manifestations et l'incertitude politique en Algérie, la possibilité d'un cheminement vers la paix en Afghanistan et les sanctions à l'encontre de l'Iran, ne sont pas encore clairs. Cette incertitude pourrait accroître la sensibilité des investisseurs au risque pour l'ensemble de la région, ce qui entraînerait des sorties de capitaux et des pressions sur les taux de change, et pourrait ainsi réalimenter la volatilité des prix du pétrole et l'incertitude régionale.

Ces conditions défavorables à l'échelle régionale et mondiale pourraient amplifier les difficultés auxquelles les dirigeants sont confrontés dans leur volonté de soutenir la croissance. Dans plusieurs pays de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP), les tensions sociales s'accroissent sur fond de tassement de la croissance et de lassitude face aux réformes, ce qui met la stabilité macroéconomique en péril (voir encadré 1). Ces tensions pourraient également faire dérailler des réformes capitales, et déboucher sur des conflits et une nouvelle montée de l'incertitude dans la région.

Il est d'autant plus urgent de s'attaquer aux problèmes qui s'annoncent que l'inaction coûte cher. Les dirigeants de la région Moyen-Orient et Asie centrale doivent agir sans délai pour générer une croissance plus robuste et plus inclusive avant que les conditions ne se compliquent.

- *Dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP*, les politiques budgétaires procycliques se sont avérées moins favorables à la croissance ces dernières années, ce qui met en évidence des faiblesses économiques d'ordre structurel. La combinaison de prix d'équilibre budgétaire du pétrole élevés et d'un rééquilibrage budgétaire attendu qui serait plus lent rend les pays vulnérables à de nouvelles poussées de volatilité des prix du pétrole et à un affaiblissement de l'économie mondiale. L'ancrage de la politique budgétaire dans un cadre à moyen terme aiderait à isoler les économies de la volatilité des prix du pétrole et à reconstituer progressivement de l'espace budgétaire. La lutte contre la corruption, l'amélioration de l'accès des petites et moyennes entreprises au crédit et le renforcement des dispositifs de protection sociale participeront à la diversification des économies, et favoriseront une croissance plus élevée et plus inclusive.
- *Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP*, les charges de la dette publique se sont considérablement alourdies au cours de la dernière décennie, ce qui a accentué la vulnérabilité à court terme et limité les leviers à disposition pour remédier aux faiblesses structurelles persistantes. Il est urgent d'intensifier le rééquilibrage budgétaire, sans nuire à la croissance, afin de rétablir la résilience et de créer de l'espace pour des réformes structurelles qui accéléreront la croissance à moyen terme, notamment en améliorant le climat des affaires et la gouvernance, en assouplissant les marchés du travail, en approfondissant l'intégration régionale et en intensifiant la concurrence sur les marchés.
- *Dans le Caucase et en Asie centrale*, les perspectives de croissance restent stables, les économies s'étant remises des gros chocs extérieurs subis en 2014–16. Cependant, plusieurs problèmes hérités de ces chocs qui n'ont pas été résolus, parmi lesquels la faiblesse de certains systèmes bancaires et l'inachèvement des réformes structurelles, maintiennent la croissance bien au-dessous de son potentiel à long terme. Il devient à la fois plus difficile et plus urgent de remédier à ces problèmes, au vu du tassement du commerce mondial et du risque de tensions commerciales à l'avenir. Il convient de mener à bien la réparation du secteur financier, de moderniser pleinement les cadres de politique monétaire et d'améliorer le climat des affaires, notamment la gouvernance.

Dans l'ensemble de la région Moyen-Orient et Asie centrale, les dirigeants se voient ainsi offrir une occasion de bâtir des sociétés plus prospères et plus justes. Par exemple, la faiblesse des prix du pétrole rend plus urgente la diversification de l'économie, l'augmentation du taux d'activité des femmes peut revitaliser des marchés du travail moribonds, et l'amélioration de la gouvernance et la réduction de la corruption pourraient relancer un investissement léthargique et créer de l'espace pour un accroissement des dépenses de protection sociale. Cependant, l'occasion de mettre en œuvre ces changements passera vite : les dirigeants doivent donc agir de toute urgence.

Encadré 1. Un nouvel indicateur de l'agitation sociale relayée pour les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

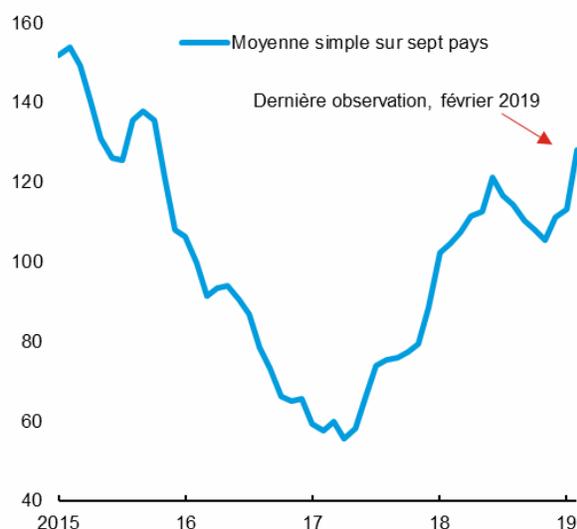
Au cours des 18 derniers mois, le Reported Social Unrest Index (RSU, indice de l'agitation sociale relayée) a atteint son niveau le plus élevé depuis plusieurs années dans certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Les facteurs économiques sont souvent cités comme sources des protestations et autres formes d'agitation sociale, ce que confirment les chiffres. Or les avancées dans ces domaines sont lentes. Les pays dont la croissance par habitant est la plus faible sont aussi ceux qui ont enregistré les plus fortes hausses de leur agitation sociale. Il est donc urgent d'adopter des mesures qui diminuent l'inflation et créent de l'espace budgétaire pour l'investissement et les dépenses sociales, ainsi que pour des réformes structurelles visant une croissance inclusive et créatrice d'emplois.

L'agitation sociale augmente dans certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Le RSU a récemment augmenté après avoir baissé régulièrement au cours de la période 2015–16, même si certains facteurs politiques (comme le régime politique) et le niveau de liberté de la presse ont pu affecter les résultats de certains pays (graphique 1)¹. Le RSU a atteint son niveau le plus élevé depuis plusieurs années dans pratiquement tous les pays.

Graphique 1

Le Reported Social Unrest Index

(indice, moyenne glissante sur 12 mois)

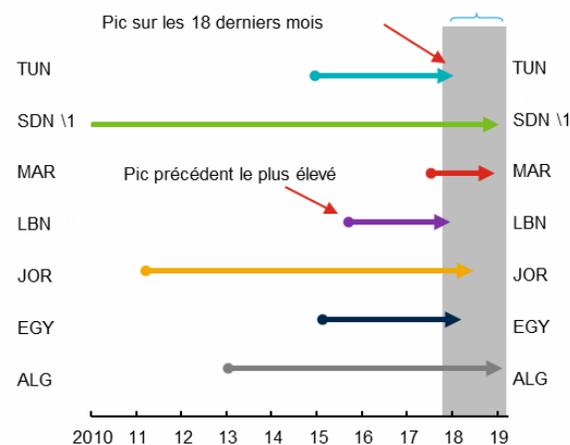


Sources : Factiva ; calculs des services du FMI.

Graphique 2

Pics du RSU Index sur les 18 derniers mois

(intervalles avant les pics précédents)



Sources : Factiva ; calculs des services du FMI.

Note : RSU = Reported Social Unrest Index, indice de l'agitation sociale relayée. 11 février 2019 est le pic le plus haut enregistré pour le Soudan (depuis janvier 2005).

Préparé par Philip Barrett et Jorge de León Miranda

¹Le RSU, préparé par les auteurs, calcule la part des articles issus des principales sources d'information comportant des termes clés liés aux protestations, aux manifestations et à d'autres formes d'agitation sociale. Sa version actuelle comprend l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Soudan et la Tunisie, et d'autres pays seront inclus à l'avenir. L'indice, qui couvre la période comprise entre janvier 2005 et février 2019, augmente fortement au cours des épisodes d'agitation sociale marquée. Bien que l'indice principal utilise des médias anglophones pour des questions de disponibilité des données, les résultats restent valables avec des sources en langue arabe ou française. Les principales tendances se confirment avec différents termes et sources de recherche. En raison des tendances d'utilisation, des contraintes en matière de données et des risques de distorsion, les réseaux sociaux ont été exclus. Voir l'annexe en ligne pour plus de précisions sur la méthodologie.

Cette tendance est illustrée au graphique 2, qui reporte l'intervalle entre le pic du RSU au cours des 18 derniers mois et la dernière fois où il était plus élevé. Plus l'intervalle est long, plus le niveau des protestations relayées est élevé par rapport au passé récent. C'est ainsi que les protestations récentes ont atteint un niveau record au Soudan. À l'inverse, les intervalles plus courts enregistrés pour le Maroc, le Liban et l'Égypte reflètent, pour différentes raisons, une diminution des occurrences d'expression de mécontentement social par rapport au passé récent.

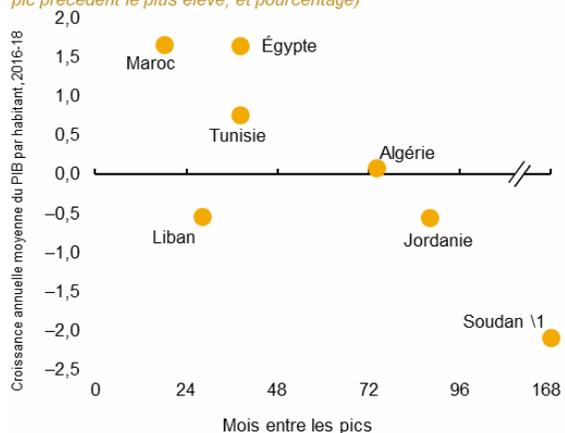
Le mécontentement lié au contexte économique semble être un motif d'agitation sociale. De nombreux facteurs contribuent à l'agitation sociale, mais les comptes rendus mettent souvent en exergue le mécontentement lié au contexte économique et à la gestion politique (chômage, opportunités limitées, corruption et mauvaise qualité des services publics).

Ces motifs semblent être reflétés par les indicateurs d'opportunité économique. De nombreux indicateurs de l'activité économique dans ces pays sont décevants, ce qui explique peut-être en partie les inquiétudes des manifestants. L'accès restreint au crédit limite les opportunités de développement et de création d'emplois pour les chefs d'entreprise et les petites entreprises. Trop importants et inefficients, les secteurs publics prennent le pas sur l'activité du secteur privé. Les dépenses sociales, telles que celles consacrées à la santé et à l'éducation, sont souvent faibles par rapport aux pays homologues (voir chapitre 2, graphique 2.7). De plus, les indicateurs mesurant l'adéquation du système juridique avec la prospérité des entreprises, comme la durée des procédures d'insolvabilité ou d'exécution des contrats, sont faibles.

De plus, les pays n'ont fait que peu de progrès vers une croissance plus robuste et plus inclusive ces dernières années. Les progrès ont été faibles sur de nombreuses questions liées aux résultats et à la gestion économiques. Par exemple, le chômage reste obstinément élevé dans la région, en particulier dans les pays importateurs de pétrole (voir chapitre 2, graphique 2.1). De même, la lutte contre la corruption, mesurée par les indicateurs de la gouvernance dans le monde, n'a pratiquement pas évolué. Par ailleurs, et cela reflète les préoccupations relayées par les médias, les niveaux récemment atteints par le RSU n'ont jamais été aussi élevés par rapport au passé dans les pays présentant les plus faibles taux de croissance du PIB par habitant au cours des dernières années (graphique 3). Si cette association ne prouve pas de lien de cause à effet, car d'autres facteurs non économiques contribuent également à l'agitation sociale, elle indique que le rôle des forces économiques dans l'agitation sociale ne peut être négligé.

L'augmentation de l'agitation sociale souligne qu'il est urgent de procéder à des réformes structurelles afin de générer une croissance inclusive et créatrice d'emplois. Comme la *Mise à jour des perspectives économiques régionales* le souligne par ailleurs, il conviendra, pour apaiser les inquiétudes des citoyens, d'améliorer l'infrastructure, et l'accès aux services de santé et à l'enseignement, de renforcer la gouvernance et les services publics, d'éradiquer la corruption, et d'élargir l'accès au crédit afin de stimuler une croissance tirée par le secteur privé, de créer des emplois et de consolider les dispositifs de sécurité sociale. Même si des progrès ont été réalisés, des efforts plus résolus s'imposent, s'agissant notamment de la réforme de la gouvernance et des marchés des produits. Une croissance soutenue passe par une situation macroéconomique stable. Pour les

Graphique 3
Le RSU et la croissance du PIB par habitant
(mois entre la valeur la plus élevée de l'indice RSU et le pic précédent le plus élevé, et pourcentage)



Sources : Factiva ; autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : RSU = Reported Social Unrest Index, indice de l'agitation sociale relayée.
11 février est le pic le plus élevé enregistré pour le Soudan (depuis 2005).

dirigeants, il s'agit bien d'un compromis difficile à trouver entre la reconstitution des amortisseurs budgétaires et l'élimination des obstacles à la croissance à moyen terme. Même si l'exécution de réformes peut être compliquée par une croissance modeste et le désordre social, un report risque d'aboutir à des résultats moins favorables à moyen terme.